

débrouiller l'écheveau mêlé des affaires germaniques, relire, étudier et comprendre les circulaires, les dépêches et les notes qui ont été échangées depuis quelques mois entre les cabinets de Berlin et de Vienne et les gouvernements secondaires. Je n'ai pas la prétention assurément d'avoir retrouvé le fil d'Ariane, pour nous diriger dans ce labyrinthe qu'on appelle la question allemande et qui devient chaque jour davantage la question européenne, mais il me semble que je vous ai conduit, sans trop de détours, à travers ce labyrinthe, depuis la convention de Gastein qui en forme l'entrée, jusqu'à la motion de réforme fédérale, l'appel au suffrage universel, qui en est la sortie.

Le gouvernement prussien reculera-t-il ? Laissera-t-il sa motion de réforme fédérale s'attédir, s'user et se perdre dans les délibérations longues et compliquées de la Diète ? Consentira-t-il à désarmer pendant cet examen et ces négociations ? Ou bien continuera-t-il ses apprêts militaires ? Forcera-t-il la Diète de discuter en présence de deux armées debout pour la bataille, au milieu des défiances excitées et de l'irritation croissante ? Persistera-t-il à l'aide du suffrage universel, le double appel à la démocratie allemande et à l'alliance française dont j'ai parlé ? Réussira-t-il dans cette suprême tentative ?

Ce n'est pas à Berlin ou à Vienne qu'il faut demander la réponse à cette question redoutable, c'est à Paris.

Si l'Empereur désire et veut la paix, s'il est fermement décidé à garder une neutralité vraie, si on en est tout à fait convaincu à Berlin et à Vienne, en un mot, s'il n'y a pas d'alliance, la guerre ne se fera pas.

Cette neutralité dont je parle ne doit pas être une neutralité passive,

complaisante, bien près de devenir une complicité, mais elle doit devenir une neutralité active, résolue et commandant la paix. Il ne suffit pas de dire avec le *Constitutionnel*, "que le gouvernement impérial n'a pris parti, ni pour ni contre l'Autriche ou la Prusse ; que rien dans son attitude, dans ses actes, dans son langage n'a autorisé l'Autriche ou la Prusse à penser qu'il vit commencer les hostilités avec d'autres sentiments que ceux qu'il n'a cessé de professer depuis la conférence de Londres ; que son profond désir est de ne pas voir la paix troublé ; qu'il a assuré à la France, si la guerre était malheureusement inévitable, une position qui la laisse en dehors du conflit ; qu'il se réserve sa liberté d'action ;" ce langage louche, cette hésitation, cette déclaration de neutralité indifférente et passive, au lieu de calmer l'opinion, l'a effrayée, et avec raison.

Le gouvernement impérial est maître des événements, et il le sait bien. La Prusse ne peut rien, n'osera rien, si elle n'est pas sûre d'avoir la France avec elle, ou du moins si elle ne l'espère pas. Cette espérance, il ne faut pas la lui laisser.

L'Angleterre pèse, de tout le poids de son influence, en faveur de la paix ; la Russie fait des démarches actives, dans le même sens, à Berlin et à Vienne ; la Bavière et la Saxe, et tous les Etats de la Confédération, déclarent aux deux grandes puissances allemandes qu'ils se tourneront contre celle qui attaquera la première ; l'opinion publique, en Prusse même, se prononce ouvertement, par de nombreuses manifestations, contre la guerre et contre la politique de M. de Bismarck ; l'opinion générale, en Europe, et les immenses et puissants intérêts qui la dirigent, se lèvent avec force contre toute politique qui brisera la paix.